



Westminster & City News

NUMÉRO 28

Du 13 au 19 juillet 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Les dépenses de santé orienteraient la dette publique vers une trajectoire non-soutenable – D’après le [Fiscal sustainability report](#) de l’Office for Budget Responsibility (OBR) – organe indépendant de surveillance des finances publiques – les perspectives budgétaires se seraient dégradées à cause des annonces de dépenses de santé supplémentaires de juin dernier. À moyen terme, en l’absence de hausses d’impôts ou de coupes budgétaires, le déficit devrait rester relativement stable plutôt que de se réduire comme prévu dans les projections de mars dernier. L’OBR a également écarté l’existence d’un « *Brexit dividend* », considérant que l’impact de la sortie de l’UE sera négatif pour les finances publiques via la baisse des recettes fiscales. À long terme, les projections de l’OBR suggèrent que les finances publiques subiront des pressions significatives émanant de la hausse structurelle des dépenses de santé (vieillesse de la population, développement de maladies chroniques). Si ces coûts ne sont pas compensés par des politiques restrictives alors le déficit devrait se creuser, affectant la soutenabilité de la dette.

Le sous-gouverneur de la Banque d’Angleterre (BoE) votera contre la hausse des taux en août – J. Cunliffe, bien qu’en accord avec les prévisions de la Banque pour le T2 2018 (0,4 % après 0,2 % au T1), [considère](#) que les incertitudes sur les perspectives économiques et l’évolution des salaires l’amènent à privilégier une approche plus prudente. En novembre, il fut l’un des deux membres du Comité de politique monétaire à s’être opposé à la hausse des taux. D’après l’[ONS](#), l’inflation reste à 2,4 % en juin, soit 0,2 pt de moins que le consensus des prévisions. Une hausse de l’inflation était attendue, portée par la hausse des prix énergétiques, mais cette dernière fut compensée par la surprenante baisse de l’inflation sous-jacente (-0,2 pt en juin). L’absence de pression domestique se caractérise également par la faible dynamique des salaires (*cf. infra*). Les marchés anticipent néanmoins une hausse de taux à 80 % dans la mesure où le rebond de l’activité au T2 semble se conformer au scénario de la BoE.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le dynamisme des salaires reste faible malgré le resserrement du marché du travail – D’après l’[ONS](#), le taux de chômage a été de 4,2 % en mai 2018 (-0,3 pt par rapport à mai 2017), soit son taux le plus faible depuis 1975. Le taux d’emploi a été de 75,7 % (+0,8 pt), niveau le plus élevé depuis 1971. La population active occupée a augmenté (+137K entre fév. et mai) et le nombre de chômeurs (-12K) et d’inactifs (-86K) s’est réduit. Toutefois, le nombre d’heures travaillées par tête a continué de se réduire et la part des travailleurs à temps partiel souhaitant obtenir un emploi à temps plein a atteint 11,8 % en mai (8% en moyenne post-crise). La croissance sur trois mois des salaires nominaux en glissement annuel a été de 2,7 % (hors primes), soit 0,4 % en termes réels. En incluant les primes, ces taux sont respectivement de 2,5 % et 0,2 %. Les salaires devraient augmenter en juillet, tirés par une hausse d’au moins 3 % des salaires des 1,3 M de travailleurs du NHS qu’avait annoncé le gouvernement.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Les parlementaires demandent au gouvernement d’être plus transparent sur les exportations d’armes – La Chambre des Communes s’est [inquiétée](#) du manque de transparence dans l’octroi des autorisations ouvertes (« *open*

licences »). Les parlementaires ont également regretté que HMRC ne conduise pas d'audit de conformité des entreprises britanniques opérant à l'étranger sous ce régime et ont souhaité que le gouvernement y consacre davantage de ressources. Aussi, ils ont invité le gouvernement à étudier l'introduction d'une autorisation générale ouverte pour les exportations de marchandises relevant de la cryptographie, tout en considérant l'usage oppressif qui peut être fait de ces biens. Enfin, la Chambre a recommandé l'ajout de la corruption aux critères déterminant l'octroi des autorisations ainsi que la mise en œuvre des aspects volontaires de la position commune de l'UE sur le courtage d'armes, notamment en ce qui concerne l'obligation de rapports d'activité réguliers.

Le DIT s'engage à préciser les objectifs du Royaume-Uni avant le lancement de toute nouvelle négociation –

Le ministre du Commerce international L. Fox a [annoncé](#) la création du *Strategic Trade Advisory Group* qui aura pour fonction de conseiller le gouvernement dans la conduite des négociations commerciales avec les pays tiers. Ce groupe sera [composé](#) de 14 membres représentant les entreprises, les consommateurs, les syndicats, les quatre Nations du RU et la société civile et se réunira une fois par trimestre. En parallèle, le DIT devrait lancer une consultation en ligne pendant 14 semaines afin de permettre à l'ensemble des parties prenantes de s'exprimer. Enfin, le gouvernement s'est engagé à détailler avant toute nouvelle négociation l'étendue de cette dernière (« *scope* ») ainsi que les objectifs généraux du Royaume-Uni (« *high level objectives* »). La mise en place d'un cadre de consultation claire fait partie des demandes exprimées par les organisations professionnelles, dont les [BCC](#), alors que le dialogue entre les ministères économiques et les entreprises s'est intensifié dans le cadre du Brexit.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Les propositions du Livre blanc sur les services financiers critiquées par la City – Le gouvernement britannique propose un régime d'équivalence renforcée pour les services financiers, dans son [Livre blanc](#) sur la relation future entre le RU et l'UE. Dans [une tribune](#) dans le *Financial Times*, le Chancelier Ph. Hammond défend cette proposition qui permettrait de maintenir l'existant réglementaire tout en préservant la souveraineté législative de l'UE et du RU, au moyen d'une réévaluation continue des termes de l'équivalence, d'un dialogue constant avec la place et d'une coopération prudentielle et de supervision avec l'UE 27. Ces propositions n'ont pas convaincu la City. Catherine McGuinness, directrice générale du *Policy and Resources Committee* de la City of London Corporation, a [dénoncé](#) «un coup dur» pour la place financière britannique, [TheCityUK](#) a jugé «regrettable et frustrant» l'abandon de la reconnaissance mutuelle sans même l'avoir testée, et la *London Insurance and International Brokers Association* a regretté l'absence de clarification quant à la continuité des contrats.

La BoE salue les bénéfices d'une autonomie réglementaire du RU sur les services financiers post-Brexit –

Mark Carney a apporté son soutien aux positions de négociations du gouvernement britannique sur les services financiers. À l'occasion d'une [audition](#) à la Chambre des Communes, le gouverneur a estimé que les réglementations de la Banque ont toujours été plus ambitieuses que les européennes (dans la mesure où la BoE a à réglementer « le système financier le plus complexe au monde ») et que cela doit rester le cas après le Brexit, notamment pour assurer la stabilité financière. Il alerte sur les risques d'un « *no-deal* », qui pourrait avoir un impact sur la politique de la BoE en matière de taux d'intérêt et laisserait le secteur financier « désœuvré ».

Un accord pourrait être conclu entre le RU et l'Irlande sur la gestion des fonds irlandais –

La FCA anglaise et la BCN irlandaise étudient la possibilité d'un memorandum qui permettrait de garantir aux sociétés de gestion anglaises la possibilité de gérer des fonds domiciliés en Irlande. Un peu moins de 500 Md£ d'actifs sont détenus dans des produits irlandais pour le compte d'investisseurs britanniques, soit environ un quart de l'industrie des fonds irlandais concernés par le changement du RU en pays-tiers à l'UE. La FCA serait également en discussions avec les régulateurs luxembourgeois, néerlandais et allemand pour des arrangements similaires.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Le fisc britannique veut un accès simplifié aux informations bancaires des contribuables –

Une [consultation](#) du *HM Revenues and Customs* suggère que les autorités fiscales puissent soumettre aux institutions financières, avocats ou agents immobiliers des requêtes pour information sans l'accord d'un tribunal. S'agissant des banques, une nouvelle catégorie d'accès à l'information bancaire pourrait être créée, permettant un accès aux extraits de comptes bancaires, à l'historique des transactions et à d'autres informations bancaires afin de pouvoir vérifier la situation fiscale d'un contribuable. Les experts en conseil fiscal se disent inquiets de cette proposition qui, si elle

était menée à son terme, pourrait conduire à des demandes abusives et sans fondement, et porter préjudice au droit à la protection de la vie privée. La consultation est ouverte jusqu'en octobre 2018.

BANQUES, MARCHÉS FINANCIERS & FINTECH

La FCA veut rendre le marché des plateformes d'investissements plus concurrentiel – La FCA suggère de supprimer les frais appliqués par les plateformes à leurs clients qui souhaitent changer d'opérateurs. Dans sa [revue](#) du marché des plateformes d'investissements publiée le 17 juillet, la FCA souligne les difficultés posées par ces frais ainsi que la durée excessive que certaines plateformes utilisent pour transférer les parts de leurs clients vers d'autres prestataires. Pour les représentants du secteur, l'application de commissions pour changement d'opérateurs est une pratique commune qui contribue au financement global des structures concernées. Ils n'attendent pas nécessairement d'impacts particuliers de cette suppression sur leurs activités.

Link renonce à baisser les frais interbancaires liés aux distributeurs automatiques de billets – Le réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB) avait proposé de réduire de 25 à 20 pence sur quatre ans les frais payés par les émetteurs de cartes à chaque retrait d'espèces. Cette décision avait suscité des inquiétudes des associations de consommateurs qui craignaient une désertion des DAB des zones rurales, dans un contexte de fermeture de nombreuses succursales. Link a finalement renoncé à son projet tout en soulignant que les alternatives aux espèces étaient de plus en plus nombreuses et que l'utilisation des DAB diminue d'ores et déjà de 6% par an.

Revolut souhaite montrer qu'il prend au sérieux la lutte contre le blanchiment – Revolut, spécialisé dans le prépayé à bas coût et les crypto-monnaies, a signalé une recrudescence des cas de blanchiment à l'agence de lutte contre la criminalité organisée (NCA) et au superviseur (FCA). Revolut vise à répondre aux interrogations sur ses capacités à maintenir des contrôles robustes tout en poursuivant une stratégie de croissance forte (doublement de la clientèle en six mois). Les systèmes automatisés de contrôle du client permettant l'ouverture d'un compte en quelques secondes sont particulièrement critiqués par les experts en conformité. Le co-fondateur de Revolut considère que la classification des transactions par niveau de risque et la mise en place de seuils de paiements annuels (25 000€/an) limitent les risques de blanchiment de masse.

AUDIT & CONSEIL

Des parlementaires s'opposent au possible blocage par la PRA de l'audit de Goldman Sachs hors des Big 4 – Les présidents de trois commissions parlementaires ont adressé une [lettre](#) au directeur général de la PRA pour manifester leur inquiétude quant à l'éventuel blocage par la PRA de la nomination de Grant Thornton pour auditer les comptes de Goldman Sachs. Le régulateur semble réticent à autoriser les banques à faire appel à des cabinets autres que les Big 4 pour examiner leurs comptes. L'autorité de concurrence a laissé entendre qu'elle envisageait de séparer les activités de conseil et d'audit des principaux cabinets si elle jugeait leurs propositions d'amélioration insuffisantes pour réduire le risque de conflit d'intérêts et restaurer un niveau acceptable de concurrence sur le marché. Ceux-ci ont [proposé](#) quelques mesures correctives, dont une mise à disposition de leur personnel, de leur expertise et de leurs technologies aux cabinets de second plan. Le marché de l'audit reste très concentré – 98 % des groupes du FTSE 350 sont aujourd'hui audités par les cabinets du Big 4.

Les bénéfices des cabinets d'avocats ont augmenté en 2017 – Les cabinets d'avocats britanniques ont [affiché](#) de bonnes performances en 2017. Cette tendance généralisée d'accroissement des profits dans le secteur en 2017, qui concerne toutes les tailles de bureau s'explique par des facteurs conjoncturels (faiblesse de la livre, reprise des fusions acquisitions internationales) et structurels (renforcement des obligations réglementaires).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 19 juillet 2018